VENDREDI 29 AOUT 1947 - HEBDO "PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS" 5 FRANCS N° 185

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE — SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

REDACTION, ADMINISTRATION, 100, RUE REAUMUR, PARIS (2e). GUT. 80-60. — C. C. P. PARIS 5479-17. — IMPRIME EN FRANCE.

EDITORIAL

DE GAULLE ? VOUS LUI FAITES LA COURTE-ÉCHELLE !...

De Gaulle a annoncé que son « Rassemblement du Peuple Français » participera aux élections municipales. Pourquoi ce « tournant » vers les institutions de la démocratie parlementaires (déjà amorcé par la constitution d'un intergroupe dans les Chambres) ? Pour s'adapter à l'état d'esprit de ses troupes : La bourgeoisie moyenne et petite n'a pas fait de si mauvaises affaires ; elle ne désire pas un chambardement ; malgré leur incapacité à régler le moindre problème, Ramadier au gouvernement, Schuman aux Finances, Moutet aux Colonies, et même un Frachon à la tête de la C.G.T., ont — aux yeux des possédants moyens et de tous ceux, nombreux en France, qui participent à leurs conceptions — le mérite d'avoir maintenu la paix sociale et assuré une certaine reprise économique. En jouant le jeu parlementaire et électoraliste, de Gaulle pense être en meilleure posture pour gagner la clientèle des partis du centre.

Par PAUL PARISOT

Cela est si vrai que Ramadier se croit obligé de clamer — comme dimanche à Mende — que ça va très mal. Ça va mal, et moi, Ramadier, avec mon équipe, je suis le vrai sauveur. Le thème « ne faites pas de vagues » est familier à tous les politiciens, depuis la droite jusqu'aux chefs staliniens compris.

Par sa nouvelle tactique, le général continue à obéir à la tendance profonde du capitalisme de notre époque à maintenir son régime d'exploitation par la dictature antiouvrière, une bureaucratisation et une concentration toujours plus grande de son Etat. Son objectif reste : briser les reins à la classe ouvrière, lui ôter les moyens de développer sa lutte émancipatrice.

On attendait avec curiosité la réaction du M.R.P. Pendant deux jours, son journal, l'aube, parut sans éditorial. Maintenant, il est question d'autre chose. De Gaulle a craché dans le potage parlementaire du M.R.P., mais celui-ci l'avale avec une belle résignation chrétienne.

Les socialistes s'en tirent — eux — dans Le Populaire *par un écho sur le ton badin : « Connaissez vous la dernière du brav' général de Gaulle... »*

A L'Humanité, *Pierre Hervé, en riposte à de Gaulle, mêle l'ironie aux platitudes. Son grief majeur : en invitant tout le monde, sans distinction d'étiquette, à marcher sous sa bannière, de Gaulle fait du « débauchage ». Hervé voit que « de Gaulle pourrait puiser dans un succès municipal l'audace pour formuler un ultimatum et tenter un coup de force », mais il se garde d'aborder le fond de l'affaire : la misère et la collaboration de classes — la collaboration entre le M.R.P. et la S.F.I.O., entre le patronat et la C.G.T. — est et reste le seul atout de de Gaulle. En restant sur le terrain du parlementarisme bourgeois, des négociations avec les capitalistes, de l'unité nationale, les partis qui se réclament de la classe ouvrière continuent à lui faire la partie belle.*

*L'*Humanité *a remis en honneur le mot d'ordre de l'unité d'action. L'unité d'action des travailleurs est en effet la seule arme contre le danger réactionnaire. A condition qu'il s'agisse d'unir les travailleurs dans la lutte contre le capitalisme. Et pas d'une alliance parlementaire, comme le propose* L'Humanité.

La bourgeoisie n'a intérêt qu'à maintenir le niveau de vie des travailleurs où il se trouve, et si possible à l'abaisser encore. Une « action » parlementaire, la collaboration avec la bourgeoisie ne peuvent rien contre cela. La classe ouvrière seule, par la lutte ouverte, est capable d'imposer à la bourgeoisie des solutions aux problèmes qui vont dominer les élections municipales : pain et ravitaillement, pouvoir d'achat des masses, logement, défense de l'école laïque.

Le parti socialiste tient le manche du pouvoir. On sait ce qu'il en fait. Le parti communiste français veut revenir au pouvoir. On voit, chaque jour, comment : accord avec les patrons pour de nouvelles hausses de prix, « uniformisation » du prix du pain (pas de baisse de prix ni d'augmentation des rations), etc.

Les dirigeants ouvriers sont d'accord avec la bourgeoisie pour maintenir les masses dans la misère. Dans ces conditions, de Gaulle marquera de nouveaux points. Il n'y a pas de liberté quand il n'y a pas de pain. Ils ont trahis dans la bataille pour une vie matérielle décente. Ils trahissent dans la bataille pour les libertés, comme on le voit clairement quand ils mettent au rencart l'idée des comités de vigilance.

Notre parti, avant, pendant et après ces élections municipales, continuera d'expliquer aux travailleurs, le mécanisme de la montée réactionnaire, de leur montrer qu'eux seuls peuvent barrer la route à de Gaulle, que la défense des libertés populaires et la lutte anticapitaliste pour le pain, pour les salaires et le pouvoir d'achat, sont inséparables. Il les rassemblera sur son programme révolutionnaire, pour la lutte contre la misère et contre de Gaulle, qui tire sa seule force de la misère des masses.

Unité d'action des travailleurs pour la défense des salaires, du pouvoir d'achat, du pain !

Unité d'action des travailleurs pour la défense des libertés! Constitution partout de Comités de vigilance contre les menées réactionnaires et fascistes !

Le P.C.I. présentera ses candidats dans un certain nombre de communes et d'arrondissements de Paris. Il a besoin, pour mener campagne sur son programme ouvrier, de l'aide de tous ses amis.

Camarades, travailleurs ! Aidez-nous rapidement ! Souscrivez pour financer notre campagne !

Envoyez vos fonds au C.C.P. Demazière 4825-72. Paris.

L'OFFENSIVE CONTRE LES AFFAMES SE POURSUIT :

Toujours moins de pain — Augmentation dérisoire des salaires
Hausses de prix substantielles

Ramadier fait la partie belle à de Gaulle

Le gouvernement vient de prendre ses responsabilités vis-à-vis des travailleurs : ceux-ci auront moins de pain, leurs salaires ne seront pratiquement pas augmentés et, en compensation, tous les prix vont être majorés. Les décisions gouvernementales touchant les prix et les salaires, qui ne satisfont pas les représentants officiels des intéressés — C.G.T. et C.N.P.F. — paraissent manifester un certain affolement ministériel ; et le travailleur, qui a quelque difficulté à s'y reconnaître, peut aisément tomber dans le panneau de l'Etat au-dessus des classes. En fait, les décisions gouvernementales vont toutes dans un même sens : celui de l'aggravation de la misère de la classe ouvrière.

Daniel Mayer ne sait pas relever les salaires...

L'arrêté du 22 août portant « majoration (sic) des salaires » est un camouflet gigantesque et cynique aux revendications ouvrières. Son article premier stipule que « les taux des salaires légaux tels qu'ils résultent de l'arrêté du 29 juillet 1946 sont majorés de 11 % ». Cet article n'a qu'une valeur théorique et paperassière, visant à maintenir des barèmes officiels de salaires, puisque la plupart des salariés ont un gain actuellement supérieur au minimum garanti de leur catégorie ou emploi par l'arrêté de juillet 1946. L'article 2, qui est censé avoir une valeur pratique, concerne les salaires réels, c'est-à-dire ceux payés effectivement au 1er mai 1947. Il stipule que tous les travailleurs vont bénéficier d'une indemnité horaire qui variera de 14 fr. 50 pour les salaires anormalement bas à 5 francs pour les salaires moyens, pour remonter à 8 francs pour les hauts salaires. La technique de l'histoire est délicate, et nous n'entrerons pas ici dans les détails. Mais le résultat est net : la grande majorité des salariés n'obtient rien avec l'arrêté du 22 août, qui ne fait que légaliser les augmentations arrachées sous forme de primes, avances ou acomptes au cours des mois de mai et juin par l'action gréviste.

...mais André Philip sait majorer les prix

Or, ces gains obtenus à la force du poignet par les ouvriers ont été depuis longtemps déjà annulés par les hausses de prix, officieuses et officielles. Et aujourd'hui même, après le relèvement scandaleux du prix du pain, le gouvernement décide une hausse générale des prix de 5 % en moyenne ! Et cette hausse « modérée » vient après des relèvements particuliers portant sur les automobiles et les engrais (20 à 80 %), la fonte (36 %), l'aluminium, etc.

Et nous ne parlerons que pour mémoire — il ne s'agit, en effet que d'un souvenir pour beaucoup de travailleurs — du bifteck qui a atteint des prix astronomiques, de l'ajustement prochain du prix du lait et de la « libération » quasi-imminente du marché du vin.

Tous d'accord pour duper les travailleurs

Les décisions gouvernementales ne satisfont pas ces messieurs du Palais-Royal. Et c'est ici que les choses paraissent se compliquer. Elles sont pourtant assez simples, si l'on comprend l'hypocrisie des uns et des autres, et leur volonté commune d'arrondir les angles entre eux, afin d' « assurer la paix sociale », comprenez : afin d'empêcher les travailleurs de retrouver les armes qui leur ont permis de conquérir quelques avantages temporaires au cours des mois derniers et d'effrayer à la fois le patronat, le gouvernement et les bonzes de la C. G. T. Jouhaux se plaint de l'insuffisance de relèvement des salaires; Villiers, du C.N. P.F., prétend, au contraire, que ce relèvement est trop fort et va peser trop lourdement sur les prix de revient des industriels. Les uns et les autres critiquent les décisions ministérielles pour des raisons opposées, et sont pourtant d'accord entre eux. On ne peut imaginer une plus grande confusion destinée à dérouter les travailleurs et à discréditer — objectif visible, sinon très proche, du C.N.P.F. et que dénonce notre éditorial — les « institutions parlementaires » au profit d'un gouvernement fort. Et le gouvernement à direction socialiste, les dirigeants de la C.G.T. se prêtent complaisamment à ce jeu terrible pour la classe ouvrière. Chacun a son rôle dans la farce : on s'y donne beaucoup de coups... mais ils frappent tous les travailleurs. Car, en attendant le dénouement, toutes les mesures prises par le gouvernement n'aboutissent qu'à diminuer chaque jour un peu plus le pouvoir d'achat de la classe ouvrière, au profit des patrons, des spéculateurs et des margoulins.

La classe ouvrière mènera sa propre lutte

Les travailleurs ne doivent pas tomber dans le panneau. Leurs méthodes de combat n'ont rien à voir avec les palabres actuelles. Ils ont retrouvé, voici quelques mois, l'arme de l'action directe, soigneusement planquée par leurs ennemis et leurs faux amis. Sa première utilisation en a été maladroite : ils ont néanmoins appris à s'en servir. La grève a maintenant fait ses preuves. Mais il faudra concerter, organiser, généraliser la lutte : il faudra préparer la grève générale.

A DEMAZIERE.

Lendemain de foire

LES flons-flons de la foire de Lyon sont à peine éteints. Et déjà voilà à l'épreuve le « redoutable » comité directeur Molléto-pivertiste. Il s'agit de la seule question sur laquelle l'accrochage ait été sérieux — au congrès : le statut de l'Algérie — Ramadier voulait avoir les mains libres pour imposer le projet mijoté par le gouvernement aux petits oignons, avec le M.R.P. et le Rassemblement dit « des gauches » — contre le projet de la commission parlementaire, dirigée par les socialistes et qui tentait timidement quelques réformes. Mais au congrès de Lyon, les délégués d'Algérie menacèrent de quitter le congrès suivis des autres délégués des colonies. Aussi, vite-on le congrès, exceptionnellement ferme, enjoindre aux parlementaires et aux ministres socialistes de soutenir le projet de la commission.

Nous avions prévu ce qu'il adviendrait de cette belle fermeté. Ces messieurs se sont partagé le travail. Ramadier n'a pas posé la question de confiance... mais il a fait voter son projet réactionnaire en se foutant du congrès de Lyon, du comité directeur et de tout le Ba-ta-clan. Et les petits saints du groupe parlementaire socialiste ont même pu se permettre de voter contre. Après pointage. Avec la certitude que gaullistes, P.R.L. et autres réactionnaires assureraient à Ramadier une confortable majorité. Tandis que les ministres socialistes avec Ramadier et la réaction — y compris le « gauchiste » Tanguy-Prigent, voteraient pour. Solidarité ministérielle oblige.

Que va-t-il se passer ? se demandaient les naïfs. Mais, braves gens, il ne se passera rien. Le comité directeur ne juge pas même utile une réunion extraordinaire et il annonce qu'à sa réunion ordinaire il aura d'autres chiens à fouetter que de s'occuper de Ramadier.

« L'unité du parti socialiste n'est pas en danger » disent ces messieurs En effet, tout continue comme par le passé. Le comité directeur sert de groom aux néo-socialistes. Les néo-socialistes continuent leur travail de fidèles gérants de la bourgeoisie réactionnaire et coloniale.

Reste à savoir ce que feront les militants d'Algérie et du Maroc et d'abord ceux qui ont voté pour la motion du Rhône.

AUGER.

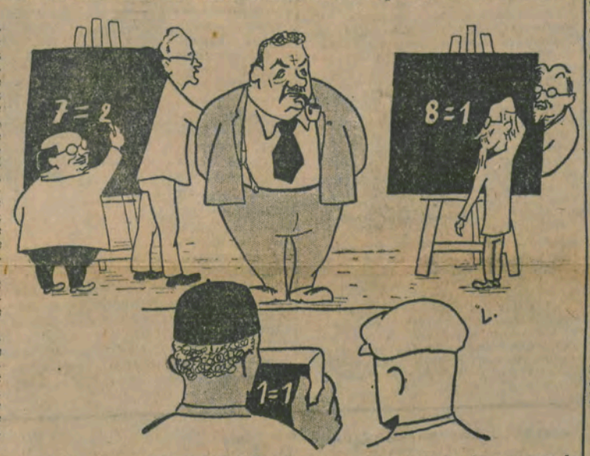
LE STATUT DE L'ALGÉRIE
50 heures de palabres ou le triomphe de l'arithmétique colonialiste

Il y a deux méthodes pour détruire ce qui subsiste des conceptions démocratiques. La première consiste à discréditer systématiquement le parlementarisme et à en exploiter les scandales afin de démontrer la nécessité d'un « Régime Fort et Autoritaire ». Avec la seconde, il suffit de se réclamer de la « démocratie » en en bafouant les principes les plus élémentaires. La première « tactique » est celle des fascistes ; la seconde celle des « républicains sincères et conséquents ».

Pendant cinquante heures, de l'extrême gauche à l'extrême droite, le parlement s'est livré à un petit jeu qui n'avait d'autre intérêt que de donner un aperçu des limites possibles de l'absurdité. Le statut de l'Algérie, cela consistait à trouver les bases d'une arithmétique nouvelle et « démocratique ». Un député du Parti du Peuple Algérien *a révélé que 90 % de la population indigène de l'Afrique du Nord était illettrée. Mais les colonialistes, de « gauche » et de « droite », peuvent-ils raisonnablement désirer que les enfants algériens apprennent à l'école 1+1=2 quand les représentants parlementaires de la culture française estiment que cette notion d'arithmétique élémentaire est « dépassé ». Sans doute les « réactionnaires » et la « gauche » (socialistes et « communistes » français) ne sont-ils pas entièrement d'accord.*

En effet, les « réactionnaires » sont partisans de 8=1 tandis que socialistes et « communistes », beaucoup plus « progressistes », défendent avec acharnement l'équation 7 = 2. Pour rendre quelque peu intelligibles les subtilités qui divisent les deux écoles de mathématiciens, il faut, en réalité, compléter les équations :

Conception réactionnaire :
1 Européen = 8 Algériens.
Conception « progressiste » :
2 Européens = 7 Algériens.



L'Algérien. — 8=1 ? 7=2 ? *Dis frère métropolitain, tu comprends ça, toi ?*

Jean-le-Prolo. — *Ils utilisent la même arithmétique pour calculer mon minimum vital.*

M. Derdour. — Je réclame seulement plus d'humanité de la part de la police... A Paris même, combien de personnes sont mortes pour avoir été trop énergiquement passées à tabac ?

Le ministre de l'Intérieur. — Voilà une affirmation inexacte (*resic*).

M. Derdour. — Je ne fais que répéter ce que j'ai pu lire dans la presse. En tout cas, la B.S.T. recourt fréquemment aux brûlures, au courant électrique, au supplice de l'eau ou à celui de la bouteille.

Ne pouvant estimer suffisantes les « justifications » du président Herriot, le ministre de l'Intérieur déclare qu'il demandera au « garde des Sceaux d'ouvrir une information contre inconnu ».

Mais M. Depreux menace aussitôt « de sanctions les auteurs de dénonciations calomnieuses ». (*Applaudissements des colombophiles.*)

Statut — Statu quo

En conclusion, et pour en revenir au « Statut », l'équipe « progressiste » (P.C.F., S.F.I.O. — 7 = 2) a été battue aux points par l'équipe « réactionnaire » (délection Ramadier, Radicaux, M.R.P., P.R.L. — 8 = 1). Une charnière de transmission du colonialisme sera créée à Alger : l'Assemblée algérienne.

Il n'est pas encore certain qu'elle puisse prendre l'initiative de la lutte contre les sauterelles ! Car le statut est un « statu quo »...

Au moment où nous écrivons ces lignes, Ramadier, à la tribune, déclare « ne plus rien comprendre ». Une seconde de sincérité (peut-être) dans la vie d'un politicien ! Cela valait d'être marqué.

C'est le seul moment où Ramadier aurait pu être applaudi par sept millions de fellahs — sept millions de fellahs, qui ne peuvent lire « La Vérité », mais qui ont compris, depuis longtemps, que tous les Ramadier et colombophiles indignés ne comprenaient rien à leur misère. Ce sont les fellahs qui feront l'histoire de l'Algérie et non pas M. Ramadier.

Marcel BAUFRERE.

Marche et crève

(DE BREST)

Quand on va à l'inscription maritime le jour des pensions, on constate que des petites vieilles n'ont plus un sou pour faire l'appoint sur leur pension.

Et voici quelles sont ces pensions :

Pour un marin de 6e catégorie, ayant fait 280 mois de navigation hauturière et ayant élevé 3 enfants jusqu'à 16 ans :

Pension de base	15.000
Supplément de navigation ((21 fr. par mois)	5.880
Supplément pour 3 enfants (696 fr. par enfant)	2.088
Pension majorée de 6.000 fr. en 1946	6.000
Total	28.968

La veuve a droit à la moitié de la pension, c'est-à-dire un peu plus de 14.000 francs. Soit environ 1.170 fr. par mois.

Une veuve de matelots de petite pêche, d'une pension proportionnelle pour 180 mois de service touche un peu moins de 6.000 francs par an, c'est-à-dire moins de 500 francs par mois.

Songez que des êtres humains doivent tenter de vivre avec 33 francs par jour, en 1947, dans la IVe République de Bidault, Ramadier et de Schneider.

Voilà encore les lendemains qui chantent...

Par contre, l'entreprise de l'exploiteur-collabo LE BRAS réalise plus d'un million de francs de BENEFICE NET pour le déchargement d'un charbonnier (Liberty Ship) (durée du déchargement entre 8 et 9 jours). C'est pour engraisser ces requins, c'est pour massacrer le peuple du Vietnam que l'on affame les veuves de matelots.

Devant cette situation lamentable, voulue par la grosse finance et ses partis M.R.P., P.R.L., R.P.F., qu'ont fait les partis qui se disent ouvriers ?

Ils sont complices ou impuissants, et s'ils sont impuissants, ils sont aussi complices, car ils prêchent l'union nationale, laissant croire à la veuve du matelots qu'elle a quelque chose de commun avec Le Bras et Worms.

M. Duclos aime se dire « RÉALISTE ». Parlons donc de la « patrie » en réalistes. Qui a une patrie ?

Est-ce la petite vieille qui ne peut même pas se payer une livre de pruneaux pendant tout l'été, ou bien est-ce ministre Le Bras qui peut se balader en autos dans toute la France et revenir se saouler au « Manoir » (bistrot de luxe nouvellement construit à Brest... Coût 7 millions) ? QUI A UNE PATRIE ?

Les militants les plus conscients du prolétariat ne peuvent accepter cette situation ignoble. C'est pourquoi nous voulons arracher les travailleurs aux dirigeants fripouilles de la S.F.I.O. et du P.C.F.

Nous ne voulons pas les nationalisations en peau de lapin qui consistent à partager les déficits entre les contribuables (comme on a vu avant guerre pour l'affaire de la transat).

Nous voulons L'EXPROPRIATION SANS INDEMNITE NI RACHAT DES GROS ARMATEURS. Nous voulons la NATIONALISATION et la mise sous CONTROLE OUVRIER de la MARINE MARCHANDE.

Le prolétariat a la force pour réaliser cela, mais il doit s'affranchir des Ramadier qui sont plus près des Worms que des ouvriers.

Le prolétariat doit se détourner de ceux qui « prêchent la paix sociale », de ceux qui se lamentent hypocritement quand on parle de « révolution ». De ceux qui sont respectueux de la peau des grands voleurs, mais qui laissent mourir de faim et de froid les petites vieilles à 1.000 francs par mois.

C. A.

SOUVENIRS sur Léon Trotsky

QUELQUES FIGURES DU MOUVEMENT SOCIALISTE INTERNATIONAL

TOUS les jours, j'ai pu admirer les secrètes circonvolutions du cerveau puissant, magistralement organisé et combien fécond du « Vieux ».

Il allait et venait à pas réguliers dans son bureau. La tête penchait légèrement en avant, comme si, dans ses moments de grande tension cérébrale, elle était trop lourde à porter. Une main, la droite, jouait avec sa barbiche, la gauche serrant le bras droit, dans une attitude familière.

Le *Vieux* dictait. Les périodes coulaient comme un fleuve lent mais régulier. Parfois, il s'arrêtait pendant plusieurs minutes, mais arpentait toujours la pièce. Puis il reprenait juste à la suite, terminant la phrase restée en suspend, et enchaînait à nouveau. Très rarement il demandait qu'on lui relise la dernière phrase. Il passait...

Souvenirs

Il passait avec facilité d'un article théorique sur le rôle des syndicats américains à un examen de la situation en Espagne, à une polémique... parfois âpre avec des camarades de l'organisation française, chinoise, chilienne ou anglaise. Dans ce genre, il était imbattable, ramassant ses arguments, s'acharnant au point faible de l'adversaire, le tournant à droite, à gauche, le secouant comme un prunier, et lui donnant le coup d'estoc final d'une plume étincelante.

Le vieux était servi par une prodigieuse mémoire des dates, des faits, des lieux. Il pouvait retrouver en cinq minutes, dans son énorme documentation étrangère, le chiffre, le fait décisif, la citation qui appuyait et étoffait son argumentation. Je repensais souvent, en l'écoutant dicter, à ces paroles de Napoléon : « Une tête sans mémoire est une place forte sans garnison. »

Parfois, au bas de la lettre, le vieux ajoutait une ligne de sa main. Presque toujours, la formule de politesse traditionnelle précédait sa signature.

Tout le vieux d'ailleurs est dans sa signature.

Elle est à la fois magnifique, gra-

par Fred ZELLER (3)

cieuse et brouillonnante.

Remarquez le L de Léon, grand et bien dessiné, soulignant le sentiment artistique, jusqu'à l'Y et son paraphe qui, presque toujours, déchirait la lettre à cet endroit, marquant la puissance, la volonté opiniâtre que rien n'émoussait.

« La Vieille »

Toutes les lettres que le vieux écrivait étaient postées « par avion » par Nathalia, qui chaque jour faisait le chemin du Weksal à Haenefoss. Elle était à la fois, comme disait le vieux en souriant, « le ministre des Finances et de l'Intérieur ». Tous les jours, Nathalia aidait L. T. à ranger et classer dans des chemises spéciales les lettres reçues et le double des réponses ainsi que les journaux, revues de tous ordres. Elle faisait tout sans bruit, mais avait l'œil sur les choses les plus importantes, comme les plus simples. Elle fut pour le vieux une compagne admirable et irremplaçable, prenant sur elle la plus grosse part des mesquineries quotidiennes, des misérables petits soucis agaçants d'un ménage. Trouvant le temps de soigner le vieux nuits et jours quand il avait ses poussées de fièvre chronique, mais travaillant néanmoins à ses mémoires.

Pas une fois, au cours des trois semaines passées chez le vieux dans une intimité complète je n'ai pu enregistrer, ni chez L. T., ni chez Nathalia, une dispute, un mouvement de mauvaise humeur, comme on en connaît parfois, même dans les ménages très unis — elle a symbolisé toutes les grandeurs et les servitudes de la compagne du militant révolutionnaire.

— Qu'il me soit permis ici d'adresser à la camarade Nathalia Sedowa, avec mes souvenirs affectueux, mon fraternel salut révolutionnaire...

(LIRE LA SUITE EN PAGE 2.)

Peintes Rouges

Pour un gueuleton

Ramadier, invité mercredi soir à assister au comité directeur S.F.I.O., s'est fait excuser. Raison: banquet de clôture du Congrès des présidents de conseils généraux.

Comme on le comprend ! Avec le ravitaillement actuel, on ne peut pas se permettre de manquer un banquet. Et puis, le Comité directeur, à quoi bon ! Ramadier marche, le Comité directeur n'a qu'à suivre.

Rédemption

Le 19 août, le préfet de police célébrait l'insurrection de Paris. Il a, si nous en croyons les journaux, « rappelé les heures glorieuses de 1944, l'élan de REDEMPTION qui anima la police tout entière, la résistance », etc. M. le préfet de police aime les termes précis. En effet, il était moins cinq, en août 1944, quand la police prit le vent et « se racheta » en passant du bon côté.

A chacun ses références

A un récent congrès fédéral S.F.I.O., André Ferrat démolissait ainsi la motion de la Fédération du Rhône. « Soutien des luttes ouvrières, échelle mobile, politique anti-colonialiste ! » Mais c'est le programme de La Vérité.

Dommage qu'André Ferrat n'ait pas cité ses propres références :

« Le blocage des salaires pour la défense du franc, plan Marshall, indépendance (sic) dans le « cadre » de l'Union française ! » Mais c'est le programme de l'Aurore, *de* l'Aube *et de* l'Epoque.

La voiture de M. le Ministre est avancée

Au moment du congrès S.F.I.O., plusieurs militants du P.C.I. s'étaient rendus à l'entrée du Palais de la Foire ; ils y distribuaient un tract contre l'inculpation de nos camarades Demazière, Craipeau, Parisot et Filliatre.

Un malabar du service d'ordre intervient et prétend les empêcher de rester sur le perron, à l'endroit où s'arrêtent les luxueuses limousines des « camarades ministres ».

— Pensez donc ! Si votre papier tombait sous le nez de M. Moutet ou de M. Depreux, ils seraient capables d'en faire une jaunisse ! »

Une nouvelle manière d'être jaune, quoi !

Mobilisation à Lourdes

Le pèlerinage de Lourdes vient de se terminer. Au communiqué officiel : une seule guérison miraculeuse. Mais le vrai miracle, c'est la mobilisation politique qui s'y est faite.

La Croix nous rapporte que Mgr Bornet (nom prédestiné !) y a prêché la liberté de l'enseignement: « Soyons obstinés, a-t-il conclu, dans la revendication de nos libertés légitimes. » Et La Croix *insiste sur « la présence de*

parlementaires venus nombreux cette année ».

L'évêque de Lourdes a prononcé un grand discours politique de clôture. « La France, a-t-il dit, ne peut être une messagère de paix si elle-même n'instaure la paix à l'intérieur du pays. » Formule qui s'éclaire quand cet évêque s'élève contre la détention des collaborateurs, quand il qualifie l'athéisme d'ennemi de la paix.

La croix... et la bannière de la prochaine guerre!

Le sacrifice des autres

La Croix — *toujours* — *se lamente sur... la crise des domestiques : « La*

disette de domestiques, sans lesquelles cependant la famille, et surtout la famille nombreuse, ne peut arriver à vivre, est un phénomène bien révélateur des mentalités », écrit le docteur Biot, éditorialiste de La Croix. *Mais les domestiques, asservies à la famille des autres, sont condamnées à n'avoir point leur propre foyer... Cette difficulté n'échappe pas au docteur Biot, qui écrit : « En bref, il y aura toujours une part de sacrifice dans la vie de celles qui aident à la vie familiale des autres. » Et, allez donc ! C'est pas moi qui suis sacrifié.*

Vous serez à TAVERNY
le **14 Septembre**
à la **GRANDE FÊTE CHAMPÊTRE**
de LA VÉRITÉ

LA BOURGEOISIE VEUT ROUVRIR LA FRONTIÈRE ESPAGNOLE

Il faut au contraire lutter pour le boycott mondial

L'ANCIEN ministre de l'Intérieur d'Espagne Prieto vient de se prononcer pour la réouverture de la frontière franco-espagnole. « Sacrifice inutile pour le peuple français », dit-il.

Ce n'est pas par hasard si le « Monde » a mis en relief cette déclaration. Elle vient, de façon insolite, dans la bouche d'un dirigeant socialiste espagnol, favoriser le jeu de la bourgeoisie française pour la réouverture de la frontière avec Franco.

Nous avons attiré en temps voulu l'ttention de nos lecteurs sur la figure, les projets et les activités de M. Prieto, cette sorte de Paul Faure de la social-démocratie espagnole, devenu le champion du compromis avec les monarchistes et de la soumission aux aux plans impérialistes pour l'Espagne. Sa déclaration confirme bien ce que nous avons dit du personnage.

Arrivé récemment en France, il a réussi à entraîner la plupart des dirigeants de son parti. Il s'agit d'offrir à l'O.N.U. une solution qui garantisse l' « ordre et la sécurité ». Et pour celà de s'appuyer sur les généraux monarchistes, sur les milieux réactionnaires qui ont soutenu Franco dès le début, mais qui voudraient avoir aussi un pied dans les équipes de rechange qu'on prépare.

Par ailleurs, Franco, d'après des rumeurs qui ont circulé en Espagne même, voudrait aussi offrir à l'O.N.U. sa petite formule « démocratique », sur la base d'un ministère civil composé de quelques personnages réactionnaires.

Profitant de la complicité ou de l'absence politique des grandes organisations ouvrières espagnoles, la bourgeoisie pense pouvoir manœuvrer à sa guise pour arranger une « solution » du problème espagnol.

Seule l'action unie du prolétariat espagnol contre le régime franquiste et contre les manœuvres bourgeoises peut dégager une perspective de libération réelle du peuple espagnol, préparer la liquidation de l'appareil officiel, et l'instauration révolutionnaire de la République.

Mais pour cela il faut que les travailleurs espagnols se sentent épaulés par la solidarité active de leurs frères de classe du monde entier. Le prolétariat français ne doit pas tolérer qu'on rouvre la frontière. Il doit, au contraire, mettre ses organisations à la tête d'une vaste action pour le boycot mondial de l'Espagne franquiste.

ROURA.

La porte de Franco s'ouvre. Maintenant, il nous faut les dollars.

N. B. — Nous apprenons en dernière heure qu'à partir du 1er septembre le transit des ressortissants français à travers l'Espagne sera autorisé.

Un début !

COMMENT LES DIRIGEANTS DE LA C. G. T. défendent les travailleurs

Arrachard, membre du bureau de la C. G. T., a donné au « Peuple » (organe officiel de la C. G. T.) du 23 août un article auquel il vaut la peine de s'arrêter..

Cet article s'intitule (sans rire) : « AU CONSEIL NATIONAL ECONOMIQUE, LES REPRESENTANTS OUVRIERS SAVENT DEFENDRE LES INTERETS DES TRAVAILLEURS ET DU PAYS. »

Suivent les commentaires sur la session du 12 août de cet organisme, dont voici l'essentiel :

1. Projet de loi Queuille-Claudius Petit sur la limitation du droit de grève.

Commentaire victorieux d'Arrachard :

« A l'unanimité, le Conseil économique repousse l'examen du projet en demandant à l'Assemblée nationale de prendre d'abord ses responsabilités. »

Ceci accompagné d'une maigre condamnation du projet.

2. La C.G.A. réclame que le prix du blé en Tunisie, fixé à 1.300 francs, soit aligné sur celui d'Algérie, de plusieurs centaines de francs supérieur.

Suit une condamnation de cette demande. Commentaire victorieux d'Arrachard :

« Aussi nous avons lutté ferme... Pourtant, n'ayant pu empêcher que soit incluse la revision des décisions déjà prises pour la campagne 1947, nous avons dû nous ABSTENIR sur l'ensemble, dégageant ainsi nos responsabilités sur les suites déplorables que pourrait avoir un tel texte. »

3. Enfin, le plus beau, une résolution, votée à l'unanimité par le Conseil économique, sur l'initiative du groupe de la C.G.T., où le Conseil économique ayant pris connaissance du nouveau prix du pain, proteste — non pas contre l'augmentation — mais contre la *différence de prix entre les villes ou régions* et émet le vœu que la qualité et le prix du pain soient uniformes partout.

Commentaire victorieux d'Arrachard :

« L'opportunité et l'importance de cette résolution n'échapperont à personne. Elle prouve que sur ce point, comme sur les autres ; au Conseil économique comme ailleurs, les représentants de la C.G.T. savent défendre les intérêts des travailleurs et du pays. »

Qu'en pensent les travailleurs ?

Comment les travailleurs entendent se défendre

Dans le même numéro du *Peuple*, où s'étalent les révélations d'Arrachard, nous avons l'heureuse surprise de trouver une résolution des travailleurs du gaz de Montbéliard (Doubs), votée en assemblée générale.

Cette résolution s'adresse aux « dirigeants » et leur dit :

Préparez la lutte de demain, car nous voulons vivre.

Le syndicat des travailleurs du gaz de Montbéliard, réuni en assemblée générale, justement inquiet de la tournure prise par les événements, par la situation économique en général, et en particulier, en matière de ravitaillement des classes laborieuses, demande à la Fédération de l'Eclairage et des Forces motrices, ainsi qu'à la C.G.T., d'entreprendre sans délai une vigoureuse campagne dans tout le pays, pour faire savoir à ceux qui ont pour tâche de gouverner, que les classes laborieuses, dont la patience a des limites, *se refusent dans les conditions qui leur sont faites, à continuer l'effort de production, si la gabegie et l'incohérence en matière de ravitaillement continuent.*

Proteste énergiquement contre le pain à 28 francs le kilo, pain de très mauvaise qualité ;

Demande à la Fédération et à la C.G.T. de réagir vigoureusement et de faire appliquer sans délai l'échelle mobile des salaires et retraites, seul moyen de mainteni rle pouvori d'achat des travailleurs.

Ainsi, dans le même journal, les travailleurs répondent aux dirigeants. « Si le pain augmente, alors qu'on augmente aussi nos salaires. » Et, pour obtenir l'échelle mobile des salaires, pensions et retraites, les résolutions, discussions, négociations, processions ne suffisent pas. Il faudra engager la lutte gréviste. Préparez-la !

Toujours plus nombreux, les travailleurs se rangent aux mots d'ordre du P.C.I., ceux-là même qui nous ont valu de la part des « dirigeants » cégétistes et staliniens les épithètes de « provocateurs », d' « agents des trusts », voire de « nazis sabotant la production ».

Les gaziers, comme les autres travailleurs, doivent tirer toutes les leçons des grèves de février-juin. Ils se souviennent de la grève de l'E.D.F., qui démarra spontanément, sans directives de la Fédération, ensuite freinée par elle, le débrayage total transformé en délestages intermittents ; l'accord fut conclu d'urgence lorsque la menace de la grève générale des cheminots se précisait, et cet accord ne donnait qu'une partie de ce que réclamaient les gaziers-électriciens. La Fédération fit reprendre le travail, soucieuse qu'elle était autant que la bourgeoisie et son gouvernement, d'éviter la grève générale en France.

Les travailleurs ne peuvent faire confiance à cette direction. Les résolutions les plus catégoriques ne l'empêcheront pas de trahir à nouveau. Quand déjà elle s'entend au mieux avec le patronat pour préparer une nouvelle duperie dont la classe ouvrière fera tous les frais.

Le problème du remplacement de cette direction faillie par d'authentiques représentants de la base est posé. La lutte pour nettoyer la maison et refaire de la C.G.T. l'organisation de combat des travailleurs doit s'engager d'urgence dans les sections, les syndicats, les unions, pour aller jusqu'au Bureau national. Elle doit se faire sur un programme de lutte de classe, ce programme qu'en partie les gaziers de Montbéliard mettent en avant et que défend la tendance syndicale « Front ouvrier ».

Mais les luttes à venir sont proches, et les « dirigeants » s'emploient à les noyer d'avance. Il faut donc qu'à l'exemple des travailleurs de plusieurs usines métallurgiques de la Seine soient formés dès à présent dans toutes les entreprises des comités de lutte qui regroupent tous les éléments combattifs et qui, assurant la liaison sur le plan départemental et corporatif, préparent la grève générale de demain.

Comment ils jouent avec la guillotine

La semaine dernière l'Union générale des fonctionnaires s'est aperçu de l'iniquité du projet de loi déposé par le gouvernement concernant les MODALITES de licenciement des fonctionnaires. Mais cette protestation toute platonique ne contenait aucune proposition ni exigence précise des défenseurs de cette corporation.

Cette semaine, Le Peuple, organe officiel de la C.G.T., nous apprend, dans le communiqué du Bureau confédéral, que les grands chefs se sont penchés sur cette question et réclament que les compagnies républicaines de sécurité, ex-G.M.R., ne soient pas dissoutes, comme le prévoit le projet du gouvernement.

« Cette décision, dans les circonstances présentes — dit le communiqué — risque de constituer un danger pour la sécurité du pays. »

Vous pensez bien! Sans les G.M.R., les Joanovici courraient toujours, on verrait éclater des scandales, l'épuration s'arrêterait, peut-être même la frontière de Franco se rouvrirait !

Et puis, qui viendrait faire appliquer les décrets de réquisition contre les grévistes, car des grèves peuvent éclater, malgré l'intervention de nos bonzes du Bureau confédéral.

Fonctionnaire en faux-col, attendras-tu que ces représentants ouvriers s'occupent de toi !

FÊTE DE " LA VÉRITÉ "

CONVOCATION

Tous les responsables de cellules pour la Fête de « LA VERITE » doivent se trouver au théâtre, VENDREDI 29 août, à 18 h. 30. Réunion avec la COMMISSION DE LA FETE.

ORDRE DU JOUR :

L'organisation des stands.

Avis aux organisations ouvrières

Les organisations ouvrières désirant avoir un stand à la FETE DE LA VERITE, sont priées de le faire savoir immédiatement à la COMMISSION DE LA FETE DE « LA VERITE », 100, rue Réaumur, Paris.

⁂

Camarades de province, envoyez-nous des PETITS LOTS pour la FETE DE « LA VERITE ».

Espagne 37-Grèce 47

TOUJOURS LA NON-INTERVENTION

AUCUNE décision n'étant intervenue au Conseil de sécurité, la question grecque a été renvoyée devant l'Assemblée générale de l'O. N. U.

Wall Street prend ses précautions et essaie de remanier dans un sens « libéral » le gouvernement grec, de façon qu'il apparaisse sous un jour démocratique devant l'Assemblée de l'O. N. U. Truman se cherche un alibi. Sphoulis, leader du parti libéral, a refusé de participer à un gouvernement présidé par Tsaldaris, mais semble accepter la collaboration avec le parti populiste, sous condition qu'il soit président du Conseil.

De l'aveu du *Monde*, « le gouvernement d'Athènes, quel qu'il soit, est assuré de l'assistance des Etats-Unis contre les REBELLES ». En effet, pendant que les discussions se poursuivent, un convoi américain chargé de matériel de guerre cingle vers les eaux grecques.

Wall Street veut acoquiner quelques pantins libéraux à son équipe de marionnettes fascistes, mais les premiers ne se distinguent des seconds que par leur souci de mettre quelquec formes dans la répression anti-ouvrière. L'issue de la crise gouvernementale n'a guère d'importance. l'impérialisme américain continuera à être dignement servi.

LA POLITIQUE DE NON-INTERVENTION

On ne peut s'empêcher d'établir un parallèle entre le sort du peuple grec et celui du peuple espagnol qui, en 1938, succombait grâce à la trahison des directions ouvrières traditionnelles. Aux avions fournis par Hitler à Franco, l'U.R.S.S. ainsi que les partis staliniens et socialistes opposèrent des meetings et des cris de protestation.

De même, le peuple grec se trouve actuellement privé de toute aide internationale. Il y a deux mois, la C.G.T. annonçait la formation d'un « comité de défense du peuple grec ». Qu'est-il devenu ? Son premier devoir consistait à obtenir de la F.S.M. l'organisation du boycott de la Grèce fasciste. A l'instar des dockers de Melbourne et de Rotterdam, qui ont refusé de charger les bateaux pour l'Indonésie, la F.S.M. doit donner l'ordre au C.I.O. (syndicat américain) de proclamer l'embargo sur le matériel expédié par Wall Street aux assassins du peuple grec.

LE GOUVERNEMENT LIBRE DE GRECE

La radio des « Antartes » a annoncé la formation d'un gouvernement de la « Grèce libre ». Ce gouvernement vient après trois ans de politique capitularde. En octobre 44, lorsqu'un gouvernement libre pouvait être soutenu par tout le peuple en armes, lorsque les « Antartes » étaient les maîtres absolus du pays, les leaders de l'E.A.M. sont rentrés dans le gouvernement de Papaandréou qui, aujourd'hui, aux côtés de Tsaldaris, dirige la répression. Les leaders de l'E.A.M. ont rendu plus de 50.000 fusils aux fascistes. Et c'est maintenant qu'ils proclament un gouvernement « libre » !

AIDONS LE PEUPLE GREC

Mais malgré les capitulations staliniennes et la non-intervention de l'U.R.S.S., le peuple grec montre tous les jours sa force et prouve qu'il entend vivre libre. Son écrasement serait ce qu'a été la défaite du peuple espagnol, c'est-à-dire un coup porté à tous les travailleurs.

L'AIDE A LA GRECE est un DEVOIR URGENT.

Chaque travailleur doit poser à son organisation syndicale la question suivante : *Que faites-vous pour le peuple grec !*

BOYCOTT DE LA GRECE FASCISTE !

L'exemple des dockers d'Australie et de Rotterdam doit être suivi : PAS UN FUSIL pour les bourreaux du peuple grec.

Raphaël VALENSI.

LES VIET-NAMIENS LANCENT UN S. O. S.

A l'occasion du deuxième anniversaire de la libération vietnamienne, de nombreuses résolutions votées par les travailleurs vietnamiens en France sont parvenues à la *Vérité*.

De la résolution votée par la 27e compagnie de travailleurs vietnamiens stationnée à Villefranche-sur-Saône, nous extrayons ce qui suit :

1° Dénonçons les cliques de colonialistes qui les font travailler quatorze heures par jour avec une ration alimentaire nettement insuffisante et des vêtements en lambeaux sans parler du passage à tabac qu'ils leur font subir tous les jours.

2° Demandons la libération immédiate de nos camarades emprisonnés et internés en France et en Afrique du Nord, étant donné que de telles mesures de répression sont indigne de la France démocratique qui est en voie de négociations avec le Vietnam ;

3° Réaffirmons notre solidarité avec tous compatriotes au Vietnam ou à l'étranger, dans la lutte contre l'impérialisme français pour l'unité et l'indépendance de notre pays ;

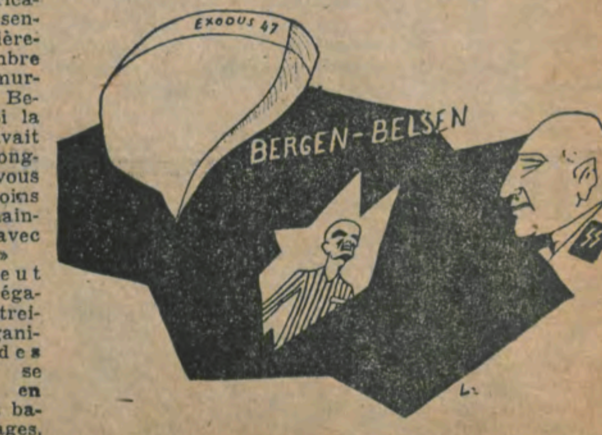
4° Sollicitons l'ouverture immédiate des négociations avec le gouvernement Ho-Chi-Minh, car le sang français et vietnamien a assez coulé et le prolongement de la guerre au Vietnam n'apportera que ruines et deuils aux deux pays amis ;

5° Lançons des S.O.S. à toutes organisations démocratiques françaises et mondiales pour mettre un terme à la guerre impérialiste au Vietnam.

Les compagnies de travailleurs vietnamiens de Gajac (Gironde), Blanquefort et Radignan nous ont adressé des résolutions similaires.

Les travailleurs vietnamiens fêtent le deuxième anniversaire de la libération du Vietnam, qui est en même temps celui de l'abdication de Bao-Daï, que l'impérialisme français tente d'utiliser actuellement. Les réticences du gouvernement français à traiter ouvertement avec Bao-Daï proviennent des engagements qu'il semble avoir contractés avec l'Amérique.

VERS DE NOUVEAUX CAMPS...



Une caricature représentait dernièrement l'ombre d'Hitler murmurant à Bevin : « Si la guerre avait juré plus longtemps, vous auriez moins à faire maintenant avec les Juifs. »

On peut imaginer également Streicher, l'organisateur des pogroms, se demander, en voyant les bateaux - cages, qui ramènent les émigrants juifs vers de nouveaux camps :

« Pourquoi m'ont-ils pendu ? »

Où s'arrêtera l'impérialisme britannique dans la guerre qu'il mène contre le peuple juif ?

A l'infamie de l'Angleterre, se joint celle des autres « démocraties » qui n'ont absolument rien tenté auprès du Foreign Office, pour faire arrêter le drame de l'*Exodus*. La F.S.M. brille également par son silence. Ceux de l'*Exodus* doivent être libres de statuer sur leur sort. Rester passif devant cette tragédie, c'est en être complice.

R. V.

Range-toi dans le front de tous les ouvriers avec tous tes frères étrangers !

Brest, 13 août 1947. En 1943, quand nous donnions nos journaux clandestins « Arbeiter und Soldat » à des troufions allemands, cela pouvait nous coûter la peine de mort. C'est pourquoi la Gestapo assassina notre camarade Robert Cruau à Kérinou.

Aujourd'hui, le fait de passer notre journal « Solidarität » à des P.G. allemands peut être puni de quelques mois de prison.

Naturellement, cette menace ne peut pas nous empêcher d'accomplir un devoir pour lequel tant de camarades ont donné leur vie.

Parmi les P.G. allemands qui se trouvent à Brest, il y a plusieurs tendances politiques. On trouve des nazis qui continuent à défendre les théories racistes de Hitler ; ces nazis s'acharnent principalement à développer le chauvinisme parmi les prisonniers, et ils trouvent leur meilleur argument dans l'hostilité manifestée par les civils français à l'égard des ouvriers allemands.

Chaque numéro de « Solidarität » que nous diffusons est un soufflet aux théories racistes. Cela vous explique pourquoi ce fut un prisonnier nazi qui dénonça aux officiers britanniques le camarade Bill Cleminson qui venait de distribuer des journaux aux P.G. allemands.

A Brest, il y a aussi d'anciens militants du parti communiste allemand qui étaient dans des camps de concentration jusqu'en 1944 et furent versés de force dans le régiment 999 de la Werhmacht.

Depuis très longtemps, ils n'ont pas eu de précisions sur l'évolution de l'U.R.S.S., mais ils ne comprennent pas l'attitude du parti communiste français.

Lorsque Thorez est venu à Brest, tous ces militants communistes allemands ont cherché à connaître son discours et ils ont été très déçus par son chauvinisme.

Naturellement, nos journaux et brochures suscitent de grandes discussions parmi eux.

Pendant une certaine période, les P.G. allemands avaient une bibliothèque. Ils recevaient même des livres de propagande sur l'U.R.S.S. expédiés par une agence stalinienne de Suisse. (Voyez que, d'une part, les chefs staliniens maintiennent un mur de chauvinisme entre les ouvriers, mais font, d'autre part, une petite réclame pour Moscou... Ce procédé rappelle les méthodes bourgeoises et fascistes.) Cette bibliothèque n'a pas eu une longue vie. Elle a été supprimée par les autorités françaises qui font tout leur possible pour maintenir les P.G. allemands dans l'ignorance et l'abrutissement.

A l'heure présente, nous, trotskystes, sommes seuls à aider les P.G. allemands à sortir de l'isolement dans lequel ils avaient été plongés par le régime nazi. Nos brochures et nos journaux sont lus, discutés et circulent beaucoup.

A cette heure, les chefs hypocrites du P.S. et du P.C.F. votent le budget des généraux cagoulards chargés de... « démocratiser » l'Allemagne. Nous, trotskystes, nous avons choisi entre le mineur de la Ruhr et le pro-fasciste Kœnig. Nous pensons que, seul, un puissant mouvement ouvrier internationaliste en Allemagne pourra balayer Krupp et Cie et nous aider à en faire autant pour Schneider.

Malgré les menaces des chauvins, nous travaillons inlassablement pour la véritable unité, celle qui brise les barrières entre les prolétaires.

Et si, demain, notre activité internationale amène l'un de nous devant un de ces ex-juges de Vichy, des centaines de milliers d'ouvriers sauront choisir entre celui qui prêta serment à Pétain et celui qui est resté fidèle à Lénine.

Calves ANDRE.

Rompez avec les bourgeois !

disent les ouvriers socialistes allemands à leurs dirigeants

Le Conseil économique bizonal créé récemment à Francfort vient d'être le théâtre d'une épreuve de force entre partis bourgeois et ouvriers. Nommés par les gouvernements locaux de « Antartes » des zones anglaise et américaine, les délégués à ce Conseil se sont trouvés composés en majorité de chrétiens sociaux (l'équivalent de notre M. R. P.), auxquels venait encore s'ajouter l'appoint des libéraux (correspondant aux radicaux français).

Dans cette situation, les représentants bourgeois ont fait jouer à plein le vote majoritaire ! Et s sont empressés d'écarter des cinq postes de directeurs (Finances, Economie, Transports, Agriculture - Ravitaillement, P.T.T.) les candidats sociaux-démocrates.

La déception de ceux-ci a été grande. Partout, dans les gouvernements locaux, « on s'arrange » avec les chrétiens bourgeois, on applique la proportionnelle ; la collaboration est la règle. Et là, dès qu'il s'agit des postes-clés, dès qu'il s'agit de l'accès au futur gouvernement central de l'Allemagne occidentale (car c'est bien cela que représente le conseil bizonal de Francfort), on ne vous connaît plus et l'on vous claque la porte au nez. Il y a de quoi décourager les meilleures volontés !

Il est vrai que les cinq directeurs avaient des mérites à faire valoir. Ce sont des « spécialistes ». Citons par exemple le Dr Hartmann, directeur des Finances, qui appartenait encore en 1935, deux ans après l'avènement de Hitler, au ministère des Finances du Reich. Et même encore, le directeur des Transports Frohne, qui n'a cessé d'appartenir à la direction des chemins de fer allemands de 1918 à 1946 ! Qui avait les faveurs des plus hauts dignitaires nazis et de Hitler lui-même ! Qui a été envoyé plusieurs fois en mission dans les Balkans par les services de Gœring ! Du gratin, comme l'on voit.

Les protestations de la base sociale-démocrate contre la politique de collaboration qui ne paie pas ont amené les dirigeants à prendre une décision héroïque. « Puisque c'est comme ça, ont-ils dit, nous allons nous retirer... dans l'opposition. Mais nous restons aux gouvernements locaux. » Les militants de base, qui attendaient et demandaient une rupture de la coalition, et qui applaudissaient à la première formule, n'ont pas compris la seconde. Un fort courant de gauche se dessine pour la rupture complète, pour l'abandon par les dirigeants de responsabilités compromettantes. Doublement compromettantes puisqu'en plus du fait que les ministres socialistes côtoient et sont amenés à couvrir les saboteurs de la dénazification et du ravitaillement, la politique de l'occupant tend à consacrer celle des chrétiens bourgeois, même en zone anglaise.

Si le coup de force de Francfort n'a rien appris aux bonzes socialistes, du moins peut-on se féliciter des réactions des militants du rang, qui ont tout de suite dénoncé cette faillite du réformisme et s'orientent maintenant vers une autre politique.

SEVERIN.

La guerre qu'ils préparent

Des usines souterraines aux U. S. A.

Les Etats-Unis prennent des dispositions techniques pour la 3e guerre mondiale.

Un journal américain, le « Denver Post », a révélé que l'Armée et la Marine supervisent la construction en profondeur d'abris souterrains à Albuquerque dans l'Etat de New Mexico.

Ces abris serviront aux usines de guerre et... sans doute, aux gros personnages.

D'immenses excavations seront aménagées en usines d'aviation. Les avions de guerre modernes en sortiront en une immense chaîne pour aller lâcher leurs bombes.

DU MONDE ENTIER

INDES

On apprend l'arrestation, à Pondichéry, du secrétaire du Parti communiste des Indes françaises. L'agitation est intense dans les deux comptoirs. Malgré le caractère de la « liberté » qui vient d'être accordée aux Indes par l'Angleterre, cela ne peut laisser indifférente la population des Indes françaises. De grandioses manifestations pour l'indépendance ont éclaté à Pondichéry et Karikal.

La presse bourgeoise s'émeut. *Tel Quel*, *Climats* et autres torchons colonialistes entonnent des couplets sur les droits sacrés de la France dont la présence aux Indes est la plus belle acquisition des Bourbon.

A Karikal, ou des milliers de manifestants défilent au cri de « quittez l'Inde » les troupes françaises chargent et font plusieurs blessés. Toutes les populations de l' « Union française » peuvent apprécier maintenant le grand souffle de démocratie qui vient de la métropole. Un comité de libération s'est formé et a lancé un appel à l'Hindoustan pour soutenir la lutte des Indes françaises pour leur indépendance. Ce fait prouve l'unité existant parmi le peuples des Indes et dévoile les desseins de l'impérialisme anglais qui en créant deux Etats, l'un musulman et l'autre hindou, veut continuer à entretenir la division. La lutte des Indes pour leur indépendance entre dans une étape nouvelle.

AMÉRIQUE

Le sénateur américain Théodore Bilbo vient de mourir d'un cancer à la bouche qu'il avait sans doute attrapé à force de vitupérer contre les nègres. En somme un Streicher en puissance et qui déjà avait fait beaucoup de mal. Nous ne le pleurerons pas.

500.000 tonnes de fournitures militaires que le gouvernement d'Athènes réclamait d'urgence viennent d'être expédiées en Grèce. C'est ce que Truman appelle « l'aide » à la Grèce.

Tous les secrétaires de syndicats sont tenus de fournir une déclaration où ils affirmeront ne pas être membre du parti communiste ni d'autres organisations poursuivant le renversement du gouvernement des Etats-Unis par des moyens illégaux ou inconstitutionnels. Ainsi se trouve renforcée la loi antiouvrière Hartley Taf

ANGLETERRE

2.660 mineurs de Grimthorpe (Yorkshire) sont en grève.

La Confédération des syndicats de la métallurgie réclame la nationalisation immédiate de l'industrie de l'acier.

ESPAGNE

40 militants de la C.N.T. viennent d'être arrêtés par la police franquiste.

Franco vient de rétablir les titres nobiliaires des 2.300 nobles espagnols qui avaient perdu ceux-ci en 1931, à l'avènement de la République.

Deux bombes ont éclaté au siège de la Phalange, à Barcelone.

ALLEMAGNE

Sur les vingt-trois médecins nazis inculpés comme grands criminels de guerre à Nuremberg, sept seulement ont été condamnés à mort par la Cour martiale américaine.

CHILI

Le gouvernement de Santiago a décrété la destitution de tous les hauts fonctionnaires communistes.

La grève se généralise au Chili, où les ouvriers des ateliers de chemin de fer de l'Etat de Santiago ont cessé le travail s'ajoutant aux 18.000 mineurs en grève des provinces d'Aurago et de Conception.

ÉGYPTE

A Alexandrie et au Caire, se sont déroulées d'importantes manifestations antibritanniques organisées par la Confrérie des frères musulmans. La police a ouvert le feu sur la foule, on compte 40 blessés dont le chef de la Confrérie, le cheik Hasan El Banna.

LORSQU'IL ÉTAIT EN FRANCE (Suite)

Par Yvan CRAIPEAU (1)

Entre temps, Trotsky avait obtenu l'autorisation de résider dans la région parisienne, à Barbizon. De là il suivait avec inquiétude les progrès du fascisme. Après l'émeute du 6 février, sous le gouvernement ultra-réactionnaire Doumergue-Pétain, il vint luimême à plusieurs reprises à Paris, trompant la surveillance dont il était l'objet. Pour passer inaperçu, il avait rasé son bouc légendaire. En prenant toutes les précautions nécessaires d'illégalité il vint assister à plusieurs réunions de notre bureau politique, mettant au point avec nous notre « programme d'action », et nous aidant de ses conseils. Je me rappelle de quelle débordante activité faisait preuve alors notre minuscule organisation. Alors que le 7 février, l'Humanité *portait en énorme manchette : « Daladier assassin » (les « assassinés » c'étaient les Croix de Feu et les camelots du roy !), alors que le P.C., s'étant ressaisi, manifestait seul, le 9, place de la République, notre journal (qui s'appelait déjà* La Vérité*) réussissait le tour de force de paraître trois jours de suite pour jeter l'alarme, appeler au front unique immédiat contre les fascistes, à l'armement du peuple, à la formation de comité de vigilance et de milices du peuple, à la grève générale et, en cas de putsch, à la résistance armée.*

« Il faudrait les fusiller »

Je n'eus plus guère l'occasion de le voir. La menace d'expulsion devenait de plus en plus lourde. Le gouvernement socialiste « de gauche » de Norvège lui offrit asile. Pour la dernière fois je pus accompagner Trotsky. A nouveau vers Dunkerque. Trotsky semblait plus jeune et plus ardent que jamais. Notre discussion roula surtout sur notre journal Révolution, organe des jeunesses socialistes de la Seine. Pas seulement sur l'orientation. Egalement sur la manière de rédiger un journal vivant pour la jeunesse ouvrière. Egalement sur la technique. Trotsky était hors de lui chaque fois qu'il voyait des fautes d'impression dans nos journaux. « VOUS NE COMPRENEZ DONC PAS DE QUEL SOIN UN REVOLUTIONNAIRE DOIT ENTOURER SON JOURNAL ! CEUX QUI SABOTENT AINSI LEUR TRAVAIL, IL FAUDRAIT LES FUSILLER. »

Trotsky était tout entier dans ce détail. Implacable dans l'exécution du devoir révolutionnaire. Et ce devoir ne se présente pas seulement sur de romantiques barricades. Il se présente tous les jours, dans la simple tâche du militant. Il ne faut pas laisser de fautes d'imprimerie dans le journal qu'on fait. Et Trotsky ouvrier génial de la Révolution prolétarienne, s'y connaissait.

(1) *Voir la Vérité du 22 août.*

Nos lecteurs se souviennent sans doute de l'article où notre camarade Fred Zeller écrivait: « Nous sommes entrés dans une phase nouvelle du capitalisme, qui exigera sans doute un parti d'un type nouveau... »

Ils liront sur le même sujet, dans le numéro de juillet-août de *Quatrième Internationale*, un article de B. THOMAS : *« Nouvelle phase du capitalisme monopoleur ».*

Adressez vos commandes à Mlle Weill, boîte postale, 64, Paris (15e). Le numéro: 35 frs. - C.C.P. 5672-07 Paris.

Souvenirs sur Léon Trotsky

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Lénine

Presque chaque jour, soit au cours d'un rappel historique, soit à l'occasion d'une discussion ou en réponse à mes questions, le *Vieux* parlait de Lénine, sur la jeunesse duquel il terminait un livre.

J'ai rassemblé à la suite quelques opinions de L.T. formulées sur le chef du gouvernement des Soviets.

⁂

« Lénine a concentré toutes les tendances de son époque. Les forces historiques ont trouvé en lui un prisme.

« Il fut le seul à s'assimiler entièrement la doctrine, l'enrichissant des tendances infinies de ses sentiments, de ses passions. Puis il la dépassa, la domina, en devint un maître. Les principes ne furent plus qu'un instrument. »

⁂

« Lénine cherchait toujours à équilibrer ses efforts physiques à ses efforts intellectuels. Il faisait du sport, du vélo. Il aimait se distraire, *se changer les idées*, suivant sa propre expression.

« Il était cependant mauvais chasseur. La discipline sévère de la chasse a ses exigences. Lénine s'y pliait mal.

« Il était un excellent joueur d'échecs. Il avait — en bon élève qu'il fut toute sa vie — appris la théorie.

« Il ne faisait cependant jamais de « cadeaux » à ses adversaires... pas plus aux échecs que dans la vie en général ! »

⁂

« Lénine était consciencieux dans les détails les plus insignifiants de la vie. »

⁂

« Il n'aimait pas se rendre aux arguments des autres. Il engageait toujours la bataille sur *son* terrain, mais seulement quand il était au point.

« Tant qu'il ne se sentait pas assez armé pour répliquer avec succès, il ne se découvrait pas, sondait prudemment le terrain et reculait aussitôt. »

⁂

« Lénine n'a jamais accepté de se jeter déraisonnablement la tête la première ou de se sacrifier inutilement.

« Il se préparait — pour tout — patiemment, méthodiquement, sans heurts.

« C'est parce qu'il se domina toujours qu'il devint le chef, le conducteur des autres. »

⁂

« Lénine détestait la vie étriquée des « cercles » qui déforment et collent des œillères. Il aimait parler à tous. Il ne lâchait un individu que lorsqu'il était sûr d'avoir pris de lui tout ce qui était utile. Il interrogeait, bavardait pendant des heures ou engageait une correspondance suivie. »

⁂

« Lénine avait horreur du sectarisme, des formules toutes faites et apprises par cœur qu'on colle à n'importe quelle occasion. Il dut se gendarmer souvent dans *son propre parti* contre cette « déviation » dangereuse qui empêchait d'étudier objectivement les particularités d'une situation nouvelle. »

⁂

« Il m'arriva, dit le *Vieux*, après la prise du pouvoir, de faire des « blagues » à Lénine. Nous avions pris l'habitude, au cours des séances du *Comité central*, qui duraient parfois de jour et de nuit, de communiquer entre nous sur de petites feuilles que nous nous faisions passer. Je donnais mon opinion sur un rapport ou une discussion oiseuse de telle façon que Lénine, en lisant mon papier, était secoué brusquement d'un puissant rire... qu'il essayait d'ailleurs de contenir. Ses pommettes alors, devenaient rouges et il me regardait d'un air de reproche. Je n'étais pas peu fier, quand j'avais réussi mon coup !

Rosa Luxembourg

« C'est au Congrès de Londres en 1907 que je me liais plus intimement à Rosa.

« C'était une femme extraordinairement douée et, de plus, une artiste. Elle me disait souvent : *Je n'étais pas faite pour être soulevée par le tourbillon de l'histoire... J'aurais aimé tellement être bergère !* »

Et le *Vieux* ajoutait : « Elle était très sentimentale, très... comment dites-vous en français ?... « petite fleur bleue »... La révolution aussi a besoin des poètes pour éclairer la route ! »

Karl Liebknecht

« Karl aussi était un sentimental, mais un marxiste très cultivé. Ce fut un des plus brillants agitateurs du mouvement ouvrier, un tribun populaire écouté et aimé.

« Il parlait un langage simple mais passionné. Karl était très courageux, intrépide même. Mais il n'avait pas toujours le sens de ce qui est opportun. Souvent il éprouvait le besoin de *soulager sa conscience* comme il disait.

« C'est après une vive et longue discussion avec Karl et Rosa, Lénine ayant échoué, que je décidais enfin les deux grands révolutionnaires allemands à adhérer en 19 à la IIIe Internationale. Lénine, quand je lui appris dans les couloirs du Congrès la bonne nouvelle, exulta et me serra les mains avec enthousiasme. »

Léon Blum

Sur l'insistance de sa seconde femme Thérèse, qui aimait et aidait financièrement les jeunes socialistes de la Seine (et collait même à l'occasion nos papillons antimilitaristes sur les murs du XVIe arrondissement) et fut « désolée » d'apprendre nos exclusions à Lille, je fus invité un jour à prendre le café chez Léon Blum. Thérèse espérait encore dans sa bonté naturelle que « tout pouvait encore s'arranger » et que nous serions « réintégrés ».

Je racontais au vieux les réactions et les attitudes de Léon Blum au cours de l'entrevue.

Après avoir bien ri, le vieux me dit :

« Je vois Blum fort bien dans le rôle d'un conférencier pour mondaines, mais nullement comme un chef de la révolution prolétarienne. C'est un homme très fin et très cultivé, d'accord là-dessus, mais tout imprégné de la philosophie bourgeoise. C'est un des plus brillants « penseurs » de la bourgeoisie.

» Blum ? C'est un philistin à qui il faut faire respirer des sels dès qu'on lui parle un peu trop fort. Malheureusement pour Blum, la révolution n'a encore jamais parlé à voix basse et n'a jamais su prendre de gants ! »

Trotsky dictant un article.

Comme je disais au vieux que Blum avait tenu la place de Jaurès, il ajouta vivement :

« Ne plaisantons pas ! Jaurès fut d'une autre trempe. Ce fut une magistrale figure du socialisme français. »

Jean Jaurès

Et le *Vieux* poursuivit :

« J'ai beaucoup aimé et admiré Jaurès. Je le vis pour la première fois dans un meeting à Paris, après mon évasion de Sibérie... Mais je ne l'approchais que lors d'un congrès international — à Stuttgart, je crois — le 1er en tout cas auquel j'assistais. Nous étions quelques jeunes délégués russes et nous nous montrions du doigt les plus connus des chefs de l'*Internationale socialiste*. Nous désirions obtenir une dédicace de Jaurès sur une photo que nous avions achetée à la librairie du Congrès. Mais aucun de nous n'osait l'aborder.

« C'est moi qui me décidai le premier. Je lui expliquai ce que nous voulions timidement, il nous sourit de ses yeux bleus et doux. Il signa.

« Jaurès était servi par une vaste culturte latine. Il fut l'expression du peuple français. Il dominait tous les congrès où il se trouvait. Il intervenait avec passion, de son langage imagé et coloré, et lançait en l'air ses petits bras trop courts.

« Dans les commissions, il parlait au contraire doucement, avec sa voix de bronze, et expliquait ses idées, comme un frère aîné à ses cadets.

« Il fut, avec Bedel, le sommet de la IIe Internationale, dans ce qu'elle eut de progressif.

« Il est mort avec elle en août 1914. »

Jules Guesde

Un jour que nous parlions de Paul Faure qui fut un propagandiste socialiste de talent, mais un ennemi de la révolution d'Octobre, la grande figure du vieux Jules Guesde fut évoquée.

Voici ce que dit L. T. :

« Guesde fut un marxiste et un éducateur prolétarien qui s'épuisa à cette tâche. Il forma plusieurs générations de militants révolutionnaires. La fin de sa vie fut entachée par sa participation à l'union sacrée de 1914. »

Et L. T. ajouta :

« Le fait que des Blum ou des Paul Faure soient aujourd'hui à la tête de la S.F.I.O. nous prouve combien ce parti s'est affaissé, appauvri.

» De même pour des Cachin ou des Jouhaux ! Car tous ces gens ont trahi la classe ouvrière en 14... et continuent.

» C'est un signe de décomposition du mouvement ouvrier français qu'ils soient tous, les uns et les autres, restés en place.

» C'est votre génération qui redonnera un sang nouveau et balaiera ces vieux déchets de l'histoire. »

⁂

Qu'aurait pensé Léon Trotsky en voyant qu'après 33 ans de trahisons successives et après une seconde guerre mondiale, Cachin, Blum, Jouhaux se pavanaient toujours à la tête des organisations « ouvrières » !..

Marceau Pivert

Pivert est le type même du « centriste », qui comme un héron se pose tantôt sur un pied, tantôt sur un autre, au gré des circonstances.

Il vous reproche d'être « trop violent » avec les « chefs vénérés » ! Il ressent comme une injure personnelle le fait qu'on accuse Léon Blum de trahir la classe ouvrière... C'est qu'en réalité Pivert est beaucoup plus près de Blum que du marxisme révolutionnaire...

N'ayez pas trop d'illusions sur lui. Il n'ira jamais jusqu'au bout en tout.

— Pivert, c'est la couverture gauche de Blum.

Quand je le vis à Barbizon, il me fit l'effet d'un petit professeur de province, consciencieux. Il a l'honnêteté d'un petit esprit étriqué.

G. Plekhanov

Plékhanov, qui fonda la social-démocratie russe, fut mon maître. Il était contre le gouvernement de Lénine, mais ne porta jamais la main contre les Soviets. Sur son lit de mort, Plékhanov déclara : « Il faut toujours être avec les masses ouvrières, même quand elles se trompent » (?).

Notre gouvernement ouvrier fit au vieux chef socialiste des obsèques nationales.

L'anniversaire d'octobre 1917

Dès le 6 novembre, au matin, le téléphone commença à sonner sans arrêt au chalet du Weksal. La demoiselle de la poste d'Hœnefoss lisait les messages et télégrammes qui arrivaient de tous les coins du monde, portant les vœux à l'organisateur militaire de la grande révolution russe.

Le *Vieux* rayonnait. Il courait d'une pièce à l'autre et glissait sur ses semelles pour s'emparer du téléphone.

Au déjeuner son esprit était absent.

Après avoir respiré fortement il dit « ex abrupto » : « *A cette heure-ci, je terminais mon rapport au Soviet de Petrograd et lui annonçais l'arrestation des principaux ministres du gouvernement provisoire.*

« Tous les bâtiments officiels étaient occupés ou allaient l'être par des détachements de gardes rouges et de soldats passés sous le contrôle du « Comité militaire révolutionnaire. »

« Le Palais d'Hiver n'était pas encore tombé, mais, d'après les rapports qui arrivaient à Smolny de minute en minute, l'encerclement se terminait. »

Tout de suite après sa sieste, L. T. continua ses explications sur le déroulement des opérations, la préparation du coup d'Etat, le fonctionnement de la garde rouge, le ravitaillement de la population et des troupes passées sous le contrôle de la révolution, exigeant de nouveaux détails sur ce formidable mécanisme d'horlogerie.

Dans la soirée, il tint à me dicter la préface d'une brochure, dont je venais de terminer la rédaction qui montrait la signification politique de nos exclusions. L. T. voulait la faire éditer en Angleterre et en Amérique surtout, où la jeunesse socialiste s'engageait peu à peu vers la IVe Internationale, à laquelle elle devait adhérer en 1937.

Je suis surpris d'y trouver encore un tel intérêt d'actualité, à l'occasion des sanctions prises contre le comité directeur des J.S. en 1947.

On pourrait y changer quelques noms... et encore. On remplacerait Paul Faure par Guy Mollet, Lagorgette par Courtois. Blum et Pivert sont toujours là !... se différenciant seulement, comme le *Vieux* l'écrivit ultérieurement, *par une façon différente de mentir...*

Tard dans la soirée, le *Vieux* dit :

« C'est à cette séance que Lénine apparut pour la première fois au Soviet au milieu d'ovations délirantes et interminables.

« Cette nuit-là, qui fut décisive, j'étais harassé, ne mangeant ni ne dormant depuis plusieurs jours.

Lénine me retrouva dans une petite pièce de Smolny où je m'étais retiré prendre quelque repos avant la séance du Congrès panrusse des Soviets qui allait s'ouvrir. A tous les étages de la maison, dans tous les couloirs, des estafettes, des délégués d'usines venaient chercher des ordres ou apporter des informations.

« Quelqu'un étala une couverture sur le plancher et nous nous allongeâmes côte à côte Lénine et moi.

« Lénine avait les deux mains jointes sous sa tête et me posait des questions avec dans la voix une infinie tendresse. J'assurais que tout se terminait parfaitement.

« A un moment il me dit : *N'êtes-vous pas un peu étourdi, Lev Davidovitch ? Hier encore pourchassés, tout à l'heure au pouvoir...*

« Puis quelques instants après Lénine ajouta : *Aurons-nous le temps de faire une expérience et d'en tirer les leçons ?...*

Fred ZELLER.

(à suivre)

Dans le prochain numéro : *Quelques conseils d'organisation.*

Le gérant : M. JUILLIA.

SOCIETE NATIONALE DES ENTREPRISES DE PRESSE IMPRIMERIE REAUMUR — 100, rue Réaumur —

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués